



INTERVENTION BOYCOTTE CTL
DU 1 OCTOBRE 2019

Monsieur le Président,

Le 16 septembre, les agents de la DGFIP étaient en grève pour exiger le retrait du plan DARMANIN qui vise à détruire la DGFIP. Dans les Hautes Alpes, les taux de grévistes atteignaient entre 40 % et 50 % dans les trésoreries, les SIP et les SIP-SIE.

La publication du projet de géographie revisitée en juin dernier, rebaptisée depuis, Nouveau Réseau de Proximité, fut particulièrement mal vécue par les collègues de la DGFIP. Jamais on n'avait vu une réforme aussi brutale, jamais un plan social de cette ampleur n'avait été décliné à la DGFIP.

Pour tous, il est évident que détruire la DGFIP ne saurait la renforcer.

Le 12 septembre la mission interministérielle « France recouvrement » a été créée et publiée au JO du jour même, avec pour objectifs :

- d'unifier le recouvrement social d'une part et fiscal d'autre part
- harmoniser les procédures de recouvrement fiscal et social
- déployer un portail informatique fiscal et social

En CHS-CT, vous avez soutenu que les effets de cette mission ne seraient concrets qu'à partir de 2030 ! Le rapport Gardette préconise l'harmonisation des procédures de recouvrement fiscal et social **pour 2022 !**

Vous soutenez que la DGFIP non seulement ne perd pas de missions, mais elle en gagne en récupérant une grande partie du recouvrement de la DGDDI ! Là encore, il s'agit d'une préconisation du rapport Gardette. Il prévoit également la mise en place d'un service à compétence nationale pour porter le projet informatique du déploiement **d'un portail informatique fiscal et social**. On sait déjà ce qu'à rendu possible le déploiement du portail fiscal unique : la mise en place du Prélèvement A la Source, la future dispense de la déclaration des revenus, autant de sujets porteur de suppressions d'emplois, de numérisation des missions, et à court terme d'externalisation dans les futures Maisons France Services.

Dans les Alpes Maritimes, les contrats entre la Française Des Jeux et la DGFIP sont en cours de signature pour permettre l'encaissement chez les buralistes des factures présentées par les usagers, concernant les créances fiscales, les amendes, et les produits locaux encaissables par la DGFIP. Ces encaissements pourront se faire en espèces mais aussi en Carte Bancaire. Une mission de plus privatisée, qui coûtera au passage, 1,5€ HT la transaction !

Demain, des points d'accueil (réseau France Service) devraient être prêts à recevoir plusieurs milliers d'usagers en lieu et place de la DGFIP qui ne jouerait plus qu'un rôle « d'expert » !

Et vous continuer de nier ouvertement les évidences en réfutant catégoriquement les arguments démontrant l'entreprise de destruction massive de la DGFIP ! Les textes sont pourtant là et bien réels.

FO DGFIP Hautes Alpes revendique plus que jamais le retrait de la loi Transformation de la Fonction Publique et du plan Darmanin !

FO DGFIP Hautes Alpes dénonce le mépris du Ministre et du Directeur Général envers les agents. Le nouveau réseau de proximité (NRP) n'est qu'un prétexte à un accroissement des suppressions d'emplois. La DG en laissant volontairement des chaises vides cherche à accroître le mal-être des personnels pour justifier ainsi les restructurations. Les Finances Publiques ont déjà payé un trop lourd tribut et participé activement au désendettement de la France par une réduction massive des effectifs depuis 15 ans et la fermeture de centaines de services.

Nous sommes aujourd'hui convoqués pour « discuter » de la mise en œuvre de l'accueil sur rendez-vous sur l'ensemble des structures fiscales des Hautes Alpes.

Mais de qui se moque-t-on ? Pensez-vous que nous avons envie de discuter « longuement » d'un sujet qu'on sait caduque dans quelques semaines, au regard du projet que vous avez communiqué à la DG sans nous l'avoir présenté pour INFORMATION au préalable ?

Cette année encore, le CHS-CT a donné un avis motivé **défavorable** au Plan Annuel de Prévention 2019 au motif du manque de formation et **d'information** en lieu et place des mesures de préventions organisationnelles. **Nous demandons des réponses concrètes sur notre devenir, sans langue de bois ni esquivance sur un sujet annexe.**

Les représentants **FO DGFIP 05** en CTL